

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 34/3 (2007)

DOI: 10.11588/fr.2007.3.50837

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

soudée par l'activité de ses écoles et de ses associations sportives ou culturelles (*Kulturbund*). L'opposition était ouverte entre la France, qui favorisait nettement la Pologne et la Grande-Bretagne, qui, dans le camp opposé, s'était ralliée l'Italie. Le plébiscite du printemps 1921, donna une majorité polonaise dans les districts miniers grâce à la prédominance polonaise au sein des communes rurales voisines des entreprises allemandes. En août 1921, faute de s'entendre sur le décompte des voix par catégories, les puissances furent d'accord pour remettre la solution à l'arbitrage de la SDN. Bien que la solution de partage apportée par la SDN ait été applaudie comme un premier succès, sa mise en œuvre devait se montrer problématique en ce qui concernait le sort des minorités incluses de part et d'autre. L'auteur étant polonais, il s'appuie sur des sources principalement polonaises et s'applique surtout à l'étude de la minorité allemande incorporée à la Pologne. Il exprime cependant le souci de conserver l'équilibre entre les accusations que se lancent réciproquement l'Allemagne et la Pologne au sujet du traitement accordé à leurs minorités respectives, réglé par une convention en 1922. Il utilise également les fonds du Quai d'Orsay, mais il n'entre pas dans son projet d'examiner les arcanes de la politique étrangère française. Il découle de cette étude une image originale et intéressante où l'on voit dans la province (*voïvodie*) de Haute-Silésie, que la convention fut appliquée de façon très précise dans ses détails au profit d'une minorité allemande devenue d'autant plus puissante que les gouvernements qui se succédaient à Weimar s'en servaient à Genève pour étayer leurs récriminations contre le traité de Versailles.

Pourtant, avec l'arrivée au pouvoir de Hitler, contrairement aux espérances entretenues dans cette minorité, le Reich signa en 1934 un traité avec la Pologne qui semblait marquer le désintéressement de Berlin à son égard. En fait, par le biais des associations locales, les nazis tenteront de diriger à leur profit cette minorité, mais ils se heurteront en particulier aux résistances des groupements catholiques, tandis que, de leur côté, les associations nazies se scinderont, témoignant de la polonisation des esprits. L'ouvrage avait été le sujet d'un mémoire de maîtrise à la qualité duquel la publication rend justice. Les annexes et autres instruments de recherche en témoignent. On peut cependant regretter que de très nombreuses coupures altèrent les citations, peut-être par un souci d'économie excessif. Dans le même sens, l'auteur aurait pu s'arrêter davantage sur des personnalités qui ont joué un rôle important dans les politiques décrites ou ont été soupçonnées d'avoir été à la solde des Allemands. Il reste donc de la matière pour d'autres développements, en particulier, en extrapolant sur le sort de la minorité allemande pendant et après la Guerre mondiale: une étude qui permettrait de dresser l'état de la question pour diverses régions de l'Europe.

Anne HOGENHUIS-SELIVERSTOFF, Paris

Rebecca HEINEMANN, *Familie zwischen Tradition und Emanzipation. Katholische und sozialdemokratische Familienkonzeption in der Weimarer Republik*, Munich (Oldenbourg) 2004, 349 p. (Schriftenreihe der Stiftung Reichspräsident-Friedrich-Ebert-Gedenkstätte, 11), ISBN 3-486-56828-0, EUR 34,80.

Une étude de plus sur la république de Weimar, qui a déjà donné lieu à un certain nombre de travaux et de détails scientifiques? Dans cet ouvrage, l'auteur privilégie délibérément les milieux catholiques et sociaux-démocrates des classes moyennes dont on a peu parlé jusqu'alors, contrairement aux familles ouvrières qui ont fait l'objet de plusieurs travaux dus entre autres à la taylorisation du travail et à l'urbanisation croissante et qui ont changé leurs structures. Ici, le débat se concentre sur les bases normatives sur lesquelles repose la cellule familiale, débat essentiel à une époque d'extrême instabilité politique, économique et sociale. Avant 1914, les comportements et les valeurs étaient déterminés par des institutions comme l'Église et la famille. Les bouleversements de la Grande Guerre ont

»désinstitutionnalisé« le mariage dont le nombre diminue alors que l'on constate une augmentation des divorces et une régression des naissances. Mais tout cela est connu.

L'ouvrage débute par les débats de l'Assemblée constituante sur les droits fondamentaux de la famille, les prises de position des députés du Zentrum, du SPD et du DDP qui aboutissent à un compromis permettant la formulation des articles 119 à 121 de la Constitution de Weimar sur la protection de la famille, l'union matrimoniale, l'éducation parentale, la place des enfants nés hors mariage. Rappelons que cette constitution est la première en Europe à garantir la protection juridique de la famille. Suit un développement de deux concepts de la cellule familiale. Le christianisme social catholique dans l'esprit du XIX<sup>e</sup> s. tente, par un travail pédagogique inlassable, de faire renaître et de renforcer dans les années vingt le sens de la communauté (*Gemeinschaftssinn*): voir les écrits d'Anton Heinen et d'August Pieper. Le concept social-démocrate, par contre, insiste sur la nécessité d'un discours émancipateur, sur les transformations des rapports homme/femme à l'intérieur du couple et des rapports parents/enfants, basés sur une confiance réciproque. Loin de vouloir la destruction de la famille, les sociaux-démocrates refusent de considérer le modèle de la famille bourgeoise comme seul garant de l'ordre social: la »respectabilité« de la famille ouvrière est longuement expliquée.

Peut-on parler de faillite de ce modèle puisque, malgré l'augmentation progressive du nombre de mariages, la régression des naissances continue? Le discours catholique, par la »popularisation« des encycliques papales (*Rerum novarum*, *Casti connubii*) et des lettres pastorales cherche à influencer les parents afin qu'ils retrouvent les traditions bibliques de la famille nombreuse (quatre enfants et plus). Les sociaux-démocrates, loin d'avoir réussi à adopter un discours unitaire (les tensions au sein du parti sur la »grève des ventres«, en 1913, sont encore dans tous les esprits) prônent majoritairement une politique de contraception, l'abolition du paragraphe 218, l'amélioration de la protection de la mère et des enfants.

La politique démographique, thématique de la dernière partie de l'ouvrage, stratégie élaborée en grande partie par le statisticien Friedrich Burgdörfer et orientée vers la renaissance de l'Allemagne, insiste sur le lien étroit, indissoluble entre l'évolution démographique et la conception de la »grande« famille. Burgdörfer, conseiller à l'Office des statistiques, à Berlin, de 1921 à 1939, puis professeur à l'université de Munich jusqu'en 1945, tout en fustigeant l'influence néfaste de l'émancipation des femmes sur le concept familial contribue fortement à l'emprise de la politique démographique sur la cellule familiale, supprimant le principe d'une autonomie individuelle qui est l'une des constituantes du concept classique, discreditant ce principe d'égoïste et d'individualiste.

Marianne WALLE, Rouen

Martina KESSEL, Kunst, Geschlecht, Politik. Menschlichkeitskonstruktionen und Kunst im Kaiserreich und in der Weimarer Republik, Francfort/M. (Campus) 2005, 146 p., ISBN 3-593-37540-0, EUR 24,90.

En prenant comme point de départ l'histoire de l'art et l'histoire des media sur les procédés de création, puis de stabilisation de la sexualité et des différences entre les sexes dans et par l'image, par l'intermédiaire d'autres médias en rapport avec les arts, par les instituts d'art et d'histoire de l'art, on constate que les recherches sont nombreuses: elles relatent toutes, des rapports de force et de domination, où tout ce qui n'est pas masculin est considéré comme subordonné, marginalisé, voire exclu. Les différents domaines et médias en relation avec l'art sont marqués par la catégorie »sexe« et contribuent, de leur côté à esquisser et à transformer des identités sexuelles, à influencer la perception des catégories sexe et art par la société.